

## Assemblée Générale d'Attac Paris 15e

Vous êtes convié-e-s à l'**Assemblée Générale Ordinaire d'Attac Paris 15ème** qui se tiendra le **mardi 3 juin 2008 à 19h30** à la **Maison des Associations** du 15ème arrondissement, 22 rue de la Saïda.

A l'ordre du jour:

- 1ère résolution: approbation du rapport annuel d'activité.
- 2ème résolution: approbation des comptes annuels.
- 3ème résolution: approbation du changement d'adresse du siège social d'Attac Paris 15 pour une domiciliation à la maison des associations du 15ème

arrondissement.

- 4ème résolution: élection du groupe de Coordination pour un mandat d'un an,

- 5ème résolution: élection du Bureau (coprésident-e, co-secrétaires, co-trésorier-e) pour un mandat d'un an, parmi les membres de la Coordination venant d'être élus.

La durée du mandat des membres du Groupe de coordination et du bureau est d'un an, à compter du jour de leur élection par l'Assemblée Générale. Ils sont rééligibles sans limitation.

Pour pouvoir voter, les adhérent-e-s

devront être à jour de leurs cotisations 2008 à Attac National et à Attac Paris 15e.

**Si vous n'avez pas (ré-)adhéré à Attac en 2008** et que vous souhaitez le faire d'ici l'Assemblée Générale, **il est préférable que vous remettiez le bulletin rempli et son règlement le jour de l'AG**, ceci pour une raison de délai de mise à jour des listes d'adhérents (nous nous chargerons de leur envoi par la suite).

La réunion se terminera par un débat sur les perspectives de l'association, suivie d'un pot à la fortune du pot.

## Le néolibéralisme tue, ça suffit !



**La crise des subprimes** a jeté hors de leurs maisons des millions d'Américains des États-Unis, et a engendré la crise financière la plus grave depuis celle qui avait précédé la grande dépression de 1929. **L'explosion des prix des matières premières** et des céréales aggrave des situations déjà désastreuses pour les plus fragiles, au Nord comme au Sud, jusqu'à provoquer une **crise alimentaire** et faire renaître des émeutes de la faim. Et, pendant ce temps, la crise écologique s'accroît tous les jours un peu plus.

Derrière ces crises globales se cache un système : le néolibéralisme avec le culte du profit, et ses instruments, les marchés financiers et la spéculation. La brutalité de ce système en plein développement depuis vingt-cinq ans éclate au grand jour. À l'heure où les

chefs d'État ou de gouvernement de l'Union européenne se réuniront, et à la **veille du prochain G8, nous dirons: « Ça suffit, ce système n'est plus supportable. »**

Dans la semaine du 14 au 22 juin, autour de la réunion du Conseil européen, **nous nous rassemblerons devant les symboles du pouvoir** devenu suprême : le pouvoir économique et financier, et **notamment la Bourse de Paris, le 19 juin.**

Nous montrerons par la dérision l'indécence du système actuel. **Nous organiserons une grande foire à la spéculation, SPECULAND**, où nous invitons tous les citoyens à venir inventer, pour les **dénoncer** aussitôt, **les marchés spéculatifs du futur (voir le texte ci-dessous).**

Nous affirmerons notre exigence d'un autre monde possible et indispensable, en invitant toutes les organisations porteuses d'alternatives concrètes au système néolibéral à venir tenir des stands de présentation.

Nous affirmerons l'urgence de premières mesures de rupture avec ce système qui menace aujourd'hui la survie de l'humanité, notamment :

1) Taxe d'urgence de 10% supplémentaires sur les revenus financiers afin de :

- dégager les ressources nécessaires immédiatement pour desserrer l'étau de

la faim ;

- tuer dans l'œuf tout embryon de spéculation avant qu'elle ne dégénère.

2) Encadrement très strict de la liberté de circulation des capitaux en Europe.

3) Suppression des paradis fiscaux.

4) Contrôle politique démocratique de la Banque centrale européenne.

5) Mise sous contrôle public des banques et autres institutions financières pour interdire la titrisation et casser la spéculation sur les produits dérivés.

Voir toutes les informations bientôt sur <http://speculand.attac.org>

Nous invitons d'ici là les citoyens à signer massivement la pétition « Spéculation et crises : ça suffit ! », soutenue par de nombreuses organisations en Europe, <http://www.stop-finance.org>

Cette initiative du 19 juin sera suivie le 21 juin d'un séminaire à Paris sur la crise financière, ses conséquences et les propositions alternatives. Organisé par les initiateurs de la pétition « Spéculation et crises : ça suffit ! » et par Attac, il est ouvert à tous et sera un moment d'approfondissement de nos analyses et de nos solutions.

Voir toutes les informations bientôt sur <http://speculand.attac.org>

# Du 19 au 21 juin, bienvenue à SPECULAND !

Citoyennes, citoyens, profitons de la crise!

Nous sommes menacés de ne plus pouvoir spéculer sur le secteur immobilier, et même les opportunités offertes par le système bancaire et financier mondial se raréfient. Certes, la spéculation sur les matières premières et les denrées alimentaires s'étend et devient prometteuse, mais cela ne suffit pas pour garantir la rentabilité financière de nos placements.

Ceux qui ont cru que le monde n'était pas une marchandise se trompent, tout ou presque est déjà à vendre et ce qui ne l'est pas doit le devenir pour sauver la croissance et l'emploi mais surtout les profits. Face au grand désarroi des marchés financiers, une seule solution s'impose : nous devons nous mobiliser pour trouver



ensemble les marchés spéculatifs du futur.

**Nous appelons tous les spéculateurs en herbe à se mobiliser du 14 au 22 juin, à l'occasion du Conseil européen, et à la veille de l'ouverture du G8,**

**pour donner à nos dirigeants des idées de débouchés pour les marchés financiers** aujourd'hui en danger :

- bourse aux droits individuels à polluer,
- vente au détail d'air pur,
- vente à la découpe d'HLM en carton,
- mise aux enchères de la dernière goutte de pétrole,
- atelier joaillerie sur grains de riz de luxe...

Nous vous invitons à faire preuve d'imagination pour ouvrir vos propres SPECULAND partout en France, devant les Bourses, lieux où se produisent les miracles des marchés financiers, pour sauver l'économie néolibérale !

Voir toutes les informations bientôt sur <http://speculand.attac.org>

## Crise alimentaire : qui sème la misère, récolte la colère !

*Communiqué commun Attac – Confédération Paysanne du 18 avril 2008*

Les révoltes dans divers pays révèlent une crise alimentaire mondiale qui s'installe sans doute pour une longue période, à défaut de changement radical d'orientation.

Nous ne sommes pas dans une situation de pénurie mondiale. Quoique extrêmement faibles, les stocks sont encore suffisants pour faire la jonction entre deux récoltes. Mais l'accès à l'alimentation des populations s'est dégradé brutalement face à une augmentation considérable des prix. Elle aggrave encore la situation actuelle (20 000 morts par jour, près de 900 millions de personnes souffrant de malnutrition dont 80% de paysans).

La faiblesse des stocks est en cause. Elle provient en partie de phénomènes nouveaux : une demande forte en céréales et oléagineux pour l'alimentation, une demande en hausse pour la production d'agrocarburants industriels (éthanol et diester) et des accidents climatiques qui ont diminué les récoltes sur certains territoires de la planète.

Mais cette nouvelle tension sur les marchés révèle surtout des problèmes structurels, issus de choix économiques désastreux, basés sur la croyance des bienfaits pour l'humanité de la libéralisation des marchés agricoles et de la marchandisation tous azimuts :

- avançant la nécessité du remboursement de la dette, le Fonds monétaire international et la Banque mondiale contraignent depuis des dizaines d'années les pays pauvres à réorienter leurs productions agricoles

vers l'exportation. Ces pays ont ainsi dû délaisser leurs cultures vivrières, augmentant leur dépendance aux marchés extérieurs ;

- sous l'égide de l'Organisation mondiale du commerce et sous la pression des accords bilatéraux, les politiques agricoles de tous les pays et leurs tarifs douaniers ont été progressivement démantelés : l'agriculture paysanne des pays du Sud se retrouve sans protection, en compétition directe avec l'agriculture subventionnée et industrielle des pays du Nord ;

- la spéculation sur les marchés de matières premières accentue l'instabilité, à la baisse ou à la hausse, de leurs prix. Elle s'inscrit dans le cadre d'un capitalisme financier exacerbé, qui détériore l'ensemble des conditions de vie, y compris dans ce qu'elles ont de plus élémentaire ;

- de nombreux pays, en soutenant le développement des agrocarburants, répondent aux intérêts des multinationales mais mettent un peu plus en danger la sécurité alimentaire mondiale. Tandis que leur bilan carbone est contesté dans la plupart des cas, les cultures intensives d'agrocarburants concurrencent directement les productions alimentaires et favorisent la hausse des prix et la spéculation.

Pour toutes ces raisons qui n'ont rien de conjoncturel, il est à craindre que l'extrême pauvreté et les conflits régionaux ne fassent que s'aggraver. Seules des mesures cohérentes, en rupture avec les politiques libérales actuelles, peuvent permettre d'endiguer la catastrophe qui s'annonce :

- une régulation mondiale des marchés agricoles avec le recours aux stocks publics dans le cadre d'une instance internationale sous l'autorité des Nations unies : elle doit permettre une régulation des prix mondiaux compatible avec l'intérêt général et l'instauration d'une fiscalité procurant les ressources publiques pour satisfaire les besoins en développement des pays du Sud ;

- la reconnaissance du droit à la souveraineté alimentaire, c'est-à-dire le droit des populations, de leurs États ou Unions à définir leur propre politique agricole et alimentaire sans dumping vis-à-vis des pays tiers ;

- l'annulation de la dette des pays pauvres et l'augmentation substantielle de l'aide publique, à commencer par celle de l'Union européenne et de ses États membres, qui est aujourd'hui en diminution ;

- un moratoire pour suspendre la production d'agrocarburants et expérimenter des solutions alternatives, comme le propose Jean Ziegler, rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation.

Enfin, la crise alimentaire ne peut être résolue au détriment des impératifs écologiques, notamment par la déforestation et le développement des OGM. La crise climatique et l'épuisement des sols sont autant de facteurs qui, au contraire, accentuent la crise alimentaire. Les solutions résident dans des pratiques agricoles écologiques et sociales. Elles nécessitent en particulier une réorientation de la recherche publique agronomique et des politiques agricoles et alimentaires dans leur ensemble.